



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1576 \_\_\_\_\_ mercredi 14 décembre 2022

- Selon les Nations Unies, 1 448 personnes ont été tuées, 1 145 blessées et 1 005 kidnappées en Haïti depuis janvier 2022
- Le comité international de la Croix-Rouge est préoccupé par le niveau élevé de violence armée en Haïti
- Environ deux semaines après le massacre à Cabaret, plusieurs femmes victimes racontent les horreurs vécues
- L'ancien directeur général des douanes, Romel Bell, et le sénateur Rony Célestin sont sanctionnés par les États-Unis pour « corruption considérable »

>> Selon les Nations Unies, 1 448 personnes ont été tuées, 1 145 blessées et 1 005 kidnappées en Haïti depuis janvier 2022

« Il est inadmissible que des personnes profitent de cette insécurité endémique et de la souffrance des Haïtiens ». Des bandes armées, qui seraient « soutenues par les élites économiques et politiques, contrôlent plus de 60% » de Port-au-Prince, alors que 4,7 millions de personnes sont confrontées à la faim dans le pays (plus d'1/3 de la population). De janvier à début décembre de cette année, au total 3 598 personnes ont été tuées, blessées ou kidnappées en Haïti, a indiqué l'Autrichien Volker Türk, le haut-commissaire des Nations Unies aux droits humains, lors d'une intervention à l'occasion de la journée internationale des droits humains, le 10 décembre. Il souligne que de nombreuses familles et communautés entières sont déchirées par la violence armée. Dans un rapport publié en octobre le Bureau intégré des Nations unies en Haïti (Binuh) a révélé que les membres des gangs utilisent également la violence sexuelle pour susciter la peur et exercer un contrôle sur la population. [Un grand nombre de personnes ont été victimes de violences diverses, perpétrées par les gangs armés, dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince, ainsi que dans les communes de Cabaret, de Cité Soleil \(au nord\), de la Croix-des-Bouquets \(nord-est\) ainsi que dans la Vallée de l'Artibonite.](#) la *Solidarite fanm ayisyèn* (Sofa) a rapporté début décembre, qu'en seulement deux semaines, plus de 200 femmes et filles ont été violemment agressées, violées, à Cité Soleil, au bas de Delmas, à Canaan et Source Matelas (à Cabaret, à 37 km au nord de Port-au-Prince). Le Syndicat de la Police nationale d'Haïti (Sphn-17) a dénombré 52 policiers nationaux qui ont été assassinés de janvier au 11 décembre 2022. De l'année 2018 à décembre 2022, 19 assassinats dans les quartiers défavorisés de la zone métropolitaine de Port-au-Prince ont été documentés par le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH).

>> Le comité international de la Croix-Rouge est préoccupé par le niveau élevé de violence armée en Haïti

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) exprime de vives inquiétudes par rapport aux niveaux élevés de violence armée et à « la menace accrue, que représentent non seulement l'épidémie de choléra, mais aussi l'incapacité du système de santé à répondre à l'ensemble des besoins ». Cette grave recrudescence des violences armées en Haïti réduit la capacité du système de santé à faire face

à l'épidémie de choléra, réapparu dans le pays début octobre 2022, déplore le CICR dans un communiqué du 13 décembre. La Direction d'épidémiologie, des laboratoires et de la recherche du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) a enregistré 283 décès dus au cholera, sur plus de 13 000 cas suspects, de début octobre à début décembre. Le nombre de personnes hospitalisées s'élève à 11 751. Le Ministère a reçu 1,17 million de doses de vaccins oraux pour lutter contre le choléra, le 12 décembre, un don de l'Organisation panaméricaine de la Santé / Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS) en collaboration avec le groupe international de coordination pour l'approvisionnement en vaccins. Tout en appelant tous les acteurs concernés à respecter le personnel médical et les services de santé, y compris les volontaires et les ambulances de la Croix-Rouge haïtienne, le CICR demande également aux autorités nationales de donner au système de santé haïtien les moyens de remplir sa fonction, et à la communauté internationale de soutenir ce système. Il indique avoir dialogué avec tous les acteurs, y compris les groupes armés, pour permettre l'accès des soins de santé aux personnes les plus vulnérables ainsi que la mise en place rapide d'interventions humanitaires efficaces. « Confrontés à une montée de la violence et de l'insécurité dans tout le pays et à des difficultés d'accès aux services essentiels, des millions d'Haïtiens voient leurs conditions de vie se détériorer. La population se trouve dans une situation très précaire », relève la directrice régionale du CICR pour les Amériques, [Sophie Orr, faisant référence notamment au climat de terreur dans le pays.](#)

### **>> Environ deux semaines après le massacre à Cabaret, plusieurs femmes victimes racontent les horreurs vécues**

« Ils ont ligoté mon conjoint. Ensuite, ils m'ont violée et battue sauvagement. Jusqu'à présent, je ne peux plus supporter la douleur au niveau de ma ceinture et de ma poitrine », témoigne une mère de six enfants, l'une des nombreuses victimes du massacre perpétré dans la soirée du 29 novembre par des bandits armés, à Source Matelas, 9e section communale de Cabaret. Les bandits ont décapité mon mari sous mes yeux, raconte-t-elle, les larmes aux yeux, à un journaliste d'AlterPresse/AlterRadio, qui l'interviewait au bureau du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), où elle est venue, comme beaucoup d'autres femmes, chercher de l'accompagnement. La quadragénaire indique avoir pu s'échapper de justesse avec ses quatre enfants, au milieu des tirs des bandits. « Faute d'argent, je n'étais pas en mesure de me rendre à l'hôpital dans les jours qui ont suivi mon viol. Trois jours après, j'ai eu des saignements vaginaux, qui ont duré cinq jours », confie-t-elle, très embarrassée. Un jeune homme a été brûlé vif par les bandits. [« Ma nièce a été blessée par balle alors qu'elle était en route pour m'avertir que la maison de ma mère a été incendiée ».](#)

### **>> L'ancien directeur général des douanes, Romel Bell, et le sénateur Rony Célestin sont sanctionnés par les États-Unis pour « corruption considérable »**

La mesure a été adoptée à l'occasion du 9 décembre, Journée internationale de lutte contre la corruption, et à la veille de la journée internationale des droits humains, précise un communiqué de l'ambassade américaine en Haïti. Les personnalités touchées se trouvent sous sanctions financières et restrictions de visas. L'ancien directeur général de l'Administration générale des douanes, Romel Bell est désigné « pour avoir abusé de sa position publique en participant à des activités de corruption, qui ont porté atteinte à l'intégrité du gouvernement haïtien ». La mesure cible également un membre de la famille immédiate de Bell. Pour les mêmes raisons, [Rony Célestin est également épinglé, lui qui se trouvait déjà sous sanctions américaines pour trafic de drogue](#) et qui est [puni par le Canada pour financement de gangs armés](#). Les nouvelles sanctions américaines contre R. Célestin affectent aussi quatre membres de sa famille. L'objectif que déclarent poursuivre les États-Unis à travers ces sanctions est de « promouvoir la reddition de comptes en matière de corruption et de violation des droits humains ». Les sanctions américaines et canadiennes ont déjà ciblé des personnalités politiques, dont [l'ex-président Michel Martelly](#), et [trois hommes d'affaires, Gilbert Bigio, Reynol Deeb et Sherif Abdallah](#), pour financement de gangs et blanchiment d'argent.